Entretien avec
Najat Vallaud Belkacem

Adjointe au Maire de Lyon,
déléguée aux Grands Évènements,
à la Vie associative et à la Jeunesse,
Membre du Conseil national du parti socialiste

Ecarts d'Identité : Vous exercez depuis 2004, en tant qu'élue, au niveau de la Région Rhône-Alpes, de la Ville de Lyon et du département du Rhône des responsabilités politiques importantes, également en tant que membre du Conseil national au sein du Parti Socialiste. Qu'est-ce qui a déclenché chez la fille d'ouvrier marocain dans le bâtiment que vous étiez cette vocation ?

Najat Vallaud Belkacem : mon engagement est moins le fruit d'une vocation que du sentiment, né après le 21 avril 2002, que l'engagement en politique était une nécessité et une responsabilité commune à tous les citoyens. Parce que je sais ce que la France m'a donné, j'ai senti confusément que je me devais de lui rendre un peu. Mon engagement à gauche était dés lors une évidence.

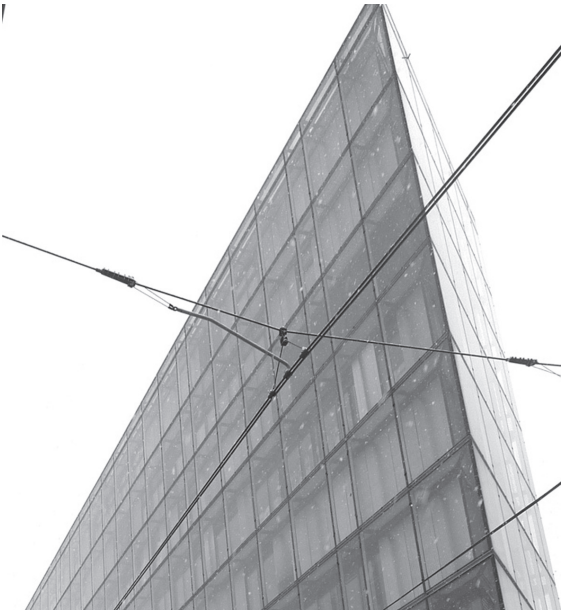
E. I. : Souvent vous mettez l'accent sur deux éléments dans votre parcours : les institutions publiques (vous êtes diplômée de Sciences-Po) et la société civile (vous êtes également une militante associative). En cela, on pourrait dire que vous êtes le fruit et peut-être même un exemple réussi de ce qu'on appelle l'« intégration » à la française. On sent par contre plus de réticence chez vous à faire jouer un rôle au fait que vous soyez issue de l'immigration maghrébine. Est-ce parce que ce facteur vous semble « piégeant » ? Dans quel sens le serait-il ?

N.V.B : La méritocratie et l'intégration, notamment par les études, me paraissent être des chemins reproductibles. C'est à ces titres que je pourrai concevoir faire figure d'»exemple» pour d'autres, plus jeunes. En revanche, revendiquer ses origines comme une vertu me parait assez vain et c'est effectivement piégeur que d'être réduit à cela. Je suis néanmoins très attachée à ma double culture parce qu'elle m'offre un regard sur le monde beaucoup plus large.

E. I. : Plus généralement, que pensez vous de l'idée que la représentation politique contient l'idée d'une représentation des diverses sensibilités sociales qui composent la société et que l'enjeu des minorités sociales est aujourd'hui un des enjeux politiques de cette sensibilité dans une société plurielles ? Vous estimez-vous par exemple porteuse d'attentes particulières de la part de certaines minorités ?

N.V.B : Je suis sans aucun doute représentative de quelque chose, d'une histoire dans laquelle d'autres que moi se reconnaissent. Mais lorsque l'on s'engage en politique, c'est pour représenter l'ensemble des citoyens dans leur diversité. On ne se fait pas élire au nom d'une communauté, si ce n'est la communauté nationale. Il est aussi

important que les électeurs qui partagent mon histoire se reconnaissent en moi que tous les autres qui n'ont pas eu le même parcours.

E.I. : Vous avez embrassé une carrière politique au moment même où les questions des discriminations ethniques, de genre, etc. se sont révélées comme une dimension socio-politique incontournable dans l'évolution de la société. L'un des champs sur lesquels la lutte contre ces discriminations évolue de manière problématique est celui justement de la représentation politique : par exemple l'assemblée nationale reste toujours une « assemblée pâle » comme le fut le paysage de l'audio-visuel avant que la loi de 2006 ne se penche sur la question de la participation de la diversité dans ce paysage, ou une assemblée surtout d'hommes avant que la loi de la parité ne rétablisse un certain équilibre. En tant que membre du Conseil national d'un des plus grands partis politiques en France, comment voyez-vous évoluer cette question ?

N.V.B : Il est vrai que la diversité n'est guère représentée au Parlement. Néanmoins, les élus locaux ressemblent de plus en plus a la société réelle. C'est un progrès récent, mais tangible. Le parti socialiste est attentif à cette question, il s'est engagé pour une plus grande représentativité de ses candidats et de ses élus lors de sa convention sur la rénovation. Jamais l'intention n'a été aussi forte et les prochaines élections législatives devront être l'occasion de transformer les intentions en actes ■